



MINISTÈRE
DE
L'INTÉRIEUR

GUIDE

DÉCLINAISON DU PLAN NATIONAL DE RÉPONSE À UN ACCIDENT NUCLÉAIRE OU RADIOLOGIQUE MAJEUR



**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ CIVILE
ET DE LA GESTION DES CRISES**

SOMMAIRE

DÉCLINAISON DU PLAN NATIONAL DE RÉPONSE À UN ACCIDENT NUCLÉAIRE OU RADIOLOGIQUE MAJEUR

INTRODUCTION

4

1	LE PLAN NATIONAL DE RÉPONSE À UN ACCIDENT NUCLÉAIRE OU RADIOLOGIQUE MAJEUR	6
1.1	A droit constant, ce plan introduit des éléments nouveaux	6
1.2	Les principaux enjeux pour la déclinaison territoriale	6
1.3	Le plan prend en compte huit situations de référence	9
2	LES SPÉCIFICITÉS DU RISQUE ET DES ACTEURS	16
2.1	Les spécificités du risque nucléaire	16
2.2	Les acteurs spécifiques du nucléaire ayant un rôle au niveau territorial	18
3	LA MÉTHODE DE PLANIFICATION	26
4	LA COMMUNICATION DANS LE CADRE D'UNE CRISE NUCLÉAIRE	36
4.1	Le rôle des acteurs de la communication et leur coordination	37
4.2	Une communication immédiate, transparente et fiable	38

4.3	Une communication multidimensionnelle pour des cibles diversifiées	38
4.4	Une coordination de la communication entre les différents niveaux territoriaux	39
4.5	Le cas de la communication en zone frontalière	40
4.6	Le cadre international	40
4.7	La communication en sortie de crise	41

5	LES QUESTIONS QUE PEUT SE POSER LE DÉCIDEUR	44
5.1	Le Préfet de département	44
5.1.1	La sensibilisation	44
5.1.2	L'alerte et information	46
5.1.3	La protection des populations	49
5.1.4	La communication	54
5.1.5	L'articulation entre les différents échelons de la gestion de crise	55
5.1.6	La préparation du post-accidentel	56
5.2	Le Préfet de zone de défense et de sécurité	60

INTRODUCTION

Destiné à tous les préfets de zone de défense et de sécurité, préfets maritimes et préfets de département, ce guide a pour vocation de présenter les particularités de la réponse à tout type d'accident nucléaire ou radiologique majeur et la planification territoriale qui en découle.

La déclinaison du plan national de réponse à un accident nucléaire ou radiologique majeur doit tenir compte de la diversité des situations territoriales. Pour ce faire, elle passera en premier lieu par la mise à jour des éléments de planification déjà existants dans les préfectures, à l'aune de la problématique nucléaire, puis, le cas échéant, par la rédaction d'une disposition spécifique « accident nucléaire », selon la méthode proposée par ce guide. La déclinaison du plan national ne tiendra donc pas en un document unique, mais résidera dans l'articulation d'un ensemble de briques de planification.

Le guide décline le plan national et traite donc de l'organisation **générique** de la gestion de crise à travers la mise en évidence des principaux enjeux territoriaux : chaque secteur ministériel pourra être amené à apporter des préci-

sions techniques ou de doctrine dans son champ de compétences, par les circulaires ou instructions adéquates.

Enfin, à l'instar du plan national, le guide couvre la phase d'urgence, de la menace de rejet - ou rejet effectif de faible ampleur - jusqu'au retour à une situation maîtrisée de la source (installation revenue à un état stable et maîtrisé, colis sécurisé,) incluant la préparation de la gestion de la phase post-accidentelle.

Important

Tous les préfets de zone de défense et de sécurité, préfets maritimes et préfets de département, à des degrés divers, sont concernés par la déclinaison territoriale de ce plan.

LE PLAN NATIONAL DE RÉPONSE À UN ACCIDENT NUCLÉAIRE OU RADIOLOGIQUE MAJEUR

Tirant les enseignements de la catastrophe de Fukushima au Japon (mars 2011), le Gouvernement a décidé de compléter le dispositif existant de planification par un plan national permettant au niveau gouvernemental de s'organiser pour interagir avec le dispositif local existant. Il vise à renforcer la planification et donne des clés pour agir plus efficacement. Il est donc essentiel que chaque préfet se l'approprie.

1.1 A droit constant, ce plan introduit des éléments nouveaux :

- la prise en compte de toutes les phases de la gestion de crise, depuis la transmission de l'alerte jusqu'à la préparation de la gestion post-accidentelle ;
- une réponse articulée autour de stratégies de réponse de niveau national ayant en partie vocation à être déclinées au niveau local, notamment :
 - le retour à un état maîtrisé et stable de l'installation ou du colis transporté,
 - la protection des populations,
 - la prise en charge sanitaire,
 - la communication et l'information de la population,
 - la continuité de la vie économique et sociale,
 - la dimension internationale de crises potentielles, avec des possibilités d'assistance,
 - la préparation de la gestion post-accidentelle ;
- la création ou la consolidation par les exploitants de dispositifs d'action rapide et de renfort et la possibilité d'appui par l'Etat aux exploitants en vue de limiter les conséquences de l'accident pour les personnes, l'environnement et les biens.

- l'évolution technologique et méthodologique en matière de mesure de la radioactivité dans l'environnement.

Il s'agit donc d'un plan national, à caractère intersectoriel : la préparation et la mobilisation concernent l'ensemble de la société et notamment la population. Comme tous les plans nationaux de nouvelle génération, il comporte une aide à la décision, accompagnée de 40 fiches-mesures de portée nationale, qui renseignent sur les éléments de base utiles aux ministères concernés par les différentes actions susceptibles d'être mises en oeuvre. Ces fiches peuvent faciliter la mise en œuvre locale : elles sont réparties, selon l'acteur national principalement concerné, dans la seconde partie du guide et restent un support d'information dans le cadre de la planification territoriale.

Ce plan fixe, à droit constant, l'organisation de la conduite de crise, la stratégie à appliquer et les principales mesures à prendre au niveau gouvernemental, en phase d'urgence et en entrée de la phase post-accidentelle.

Cependant, il ne traite pas :

- des causes initiales de l'accident (aléa naturel, acte de malveillance, défaillance technique, ...) ;
- des procédures internes des exploitants ;
- de situations relevant du plan NRBC ;
- de la mise à jour des PPI et des plans ORSEC TMR qui relèvent de leur logique propre.

1.2 Les principaux enjeux pour la déclinaison territoriale sont :

- **la protection des populations**, qui repose principalement sur la mise à l'abri, l'évacuation, la prise d'iode stable, la diffusion d'informations

LE PLAN NATIONAL DE RÉPONSE À UN ACCIDENT NUCLÉAIRE OU RADIOLOGIQUE MAJEUR

et de consignes, la mise en place de restrictions et d'interdictions, le maintien de l'ordre et de la sécurité publics ;

- **la prise en charge sanitaire**, qui doit s'inscrire dans le prolongement des actions de protection des populations, repose notamment sur la prise en charge médicale des personnes éventuellement contaminées, la prise en charge médico-psychologique, le recensement des populations, et le suivi épidémiologique si nécessaire ;
- **le retour de l'installation ou du transport de matières à un état stable et maîtrisé**, par l'application de procédures ad hoc. Par ailleurs, dans certaines circonstances, l'exploitant peut demander une assistance auprès de l'Etat ;
- **la communication** dont les objectifs sont de délivrer une information réactive / proactive, continue et fiable pour maintenir le lien de confiance, renforcer la résilience et ainsi permettre aux citoyens d'être des acteurs avisés de leur propre sécurité ;
- **la continuité de la vie économique et sociale**, avec comme priorité la protection des travailleurs et de leur santé. La stratégie territoriale repose notamment sur la promotion des plans de continuité d'activité (PCA), le maintien de conditions de vie acceptables et la poursuite des activités sociales, la continuité des principaux services d'infrastructure (services de transports, de distribution d'énergie et d'eau, de télécommunications), la distribution des aides d'urgences, le contrôle des marchandises préalablement à leur consommation ou à leur mise sur le marché, la prise en compte de la protection des animaux ;
- **la dimension internationale de la crise et la coopération transfrontalière**. Les travaux seront réalisés sous l'égide du préfet de zone

de défense et de sécurité et doivent permettre d'intégrer les enjeux de coordination nécessaires à la mise en place des stratégies de gestion de crise. Il s'agit de déterminer les niveaux d'interaction avec les pays frontaliers et les différents échelons de gestion de crise, en fonction des sujets abordés ;

- **la préparation de la gestion post-accidentelle** qui repose sur la protection des populations contre l'exposition aux rayonnements ionisants due aux dépôts des particules radioactives dans l'environnement (sol, bâtiments, cultures, ...), l'appui aux populations affectées, puis à la préparation de la reconquête des territoires affectés sur le plan économique et social.

1.3 Le plan prend en compte huit situations de référence :

Plutôt que de retenir des scénarios qui devraient présenter les enchaînements de tous les événements possibles (ce qui n'est pas prévisible), le plan national a retenu huit situations de référence (sous forme d'exemple), auxquelles peuvent s'appliquer des stratégies de réponse globale :

- **Situation 0** : Situation d'incertitude. Rumeur d'accident, suspicion de rejet, rejet mineur hors installation, accident non encore caractérisé...
- **Situation 1** : Accident d'installation conduisant à un rejet avéré, immédiat (moins de 6 heures après le début de l'événement) et de courte durée (quelques heures) à partir d'une installation nucléaire (INB, INBS). Accident de conséquences modérées susceptibles d'entraîner des impacts sur des zones de quelques kilomètres.

LE PLAN NATIONAL DE RÉPONSE À UN ACCIDENT NUCLÉAIRE OU RADIOLOGIQUE MAJEUR

- **Situation 2 :** Accident d'installation conduisant à un rejet avéré, immédiat (moins de 6 heures après le début de l'événement) et de longue durée (jusqu'à quelques jours voire quelques semaines) à partir d'une installation nucléaire. Accident de conséquences potentiellement fortes susceptibles d'entraîner des impacts sur des zones pouvant dépasser celle d'un PPI.
- **Situation 3 :** Accident d'installation conduisant à un rejet long et différé à partir d'une installation nucléaire (INB/INBS), ou menace de rejet suivi ou non d'un rejet différé (plus de 6 heures après le début de l'événement), de longue durée (jusqu'à quelques jours voire quelques semaines), de conséquences potentiellement fortes susceptibles d'entraîner des impacts sur des zones pouvant dépasser celle d'un PPI.
- **Situation 4 :** Accident lors d'un transport de matières radioactives (solides, liquides ou gazeuses) avec rejet potentiel, sur le territoire français (domaine terrestre ou fluvial). S'il y a rejet, la cinétique est souvent rapide (rejet immédiat et court).
- **Situation 5 :** Accident à l'étranger pouvant avoir un impact significatif en France (nécessitant des mesures de protection de la population, etc.). Il s'agit également de traiter les questions relatives aux ressortissants français sur place.
- **Situation 6 :** Accident à l'étranger ayant un impact peu significatif en France (ne nécessitant a priori pas de mesures de protection de la population). Il s'agit aussi de traiter les questions relatives aux ressortissants français dans le ou les pays concernés ainsi que les contrôles éventuels de denrées ou de produits importés.

- **Situation 7** : Accident en mer avec rejet potentiel. Accident susceptible de donner lieu à des rejets en mer ou sur le territoire s'il a lieu proche des côtes. La cinétique est variable et la zone susceptible d'être concernée, a priori localisée.

Ces situations induisent certains enjeux pour la planification territoriale.

La situation d'incertitude peut précéder les autres situations décrites dans le plan. Elle n'implique pas de mesures de protection a priori. Les autorités compétentes doivent être en mesure de communiquer rapidement pour éviter la propagation de rumeurs et, si nécessaire, rassurer sur la bonne prise en compte de la situation par les autorités et les services compétents.

Les situations 1, 2 et 3 concernent plus spécifiquement les INB(S) en France, Les situations 2 et 3 sont susceptibles d'engendrer des rejets radioactifs au-delà des limites définies dans les plans particuliers d'intervention (PPI), y compris dans les départements ne comptant pas d'INB(S). La planification doit en particulier prendre en compte les besoins éventuels de coordination avec les autorités étrangères en secteur frontalier et avec le préfet maritime (ou délégué du gouvernement pour l'action de l'Etat en mer) en secteur littoral.

La situation 4 est potentiellement limitée dans ses effets et impacts géographiques, mais peut se produire en tout point du territoire national, y compris dans des départements ne disposant pas d'installations nucléaires, donc moins acculturés pour affronter ces situations.

La situation 5 participe d'une même approche que les situations 2 et 3, à ceci près que l'origine de l'événement se produit à l'étranger (accident sur un INB(S)). La planification doit permettre de faciliter la

LE PLAN NATIONAL DE RÉPONSE À UN ACCIDENT NUCLÉAIRE OU RADIOLOGIQUE MAJEUR

gestion d'un événement susceptible d'engendrer des conséquences sur le territoire national et de répondre aux besoins de coordination avec les autorités étrangères compétentes. En matières d'échange d'informations et d'assistance en cas d'accident nucléaire ou radiologique, des conventions internationales ont été conclues par la France avec la Belgique, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suisse, le Luxembourg. Celles-ci prévoient la création de centres d'alerte dans les préfectures des départements frontaliers et donnent un rôle aux préfets en matière d'assistance.

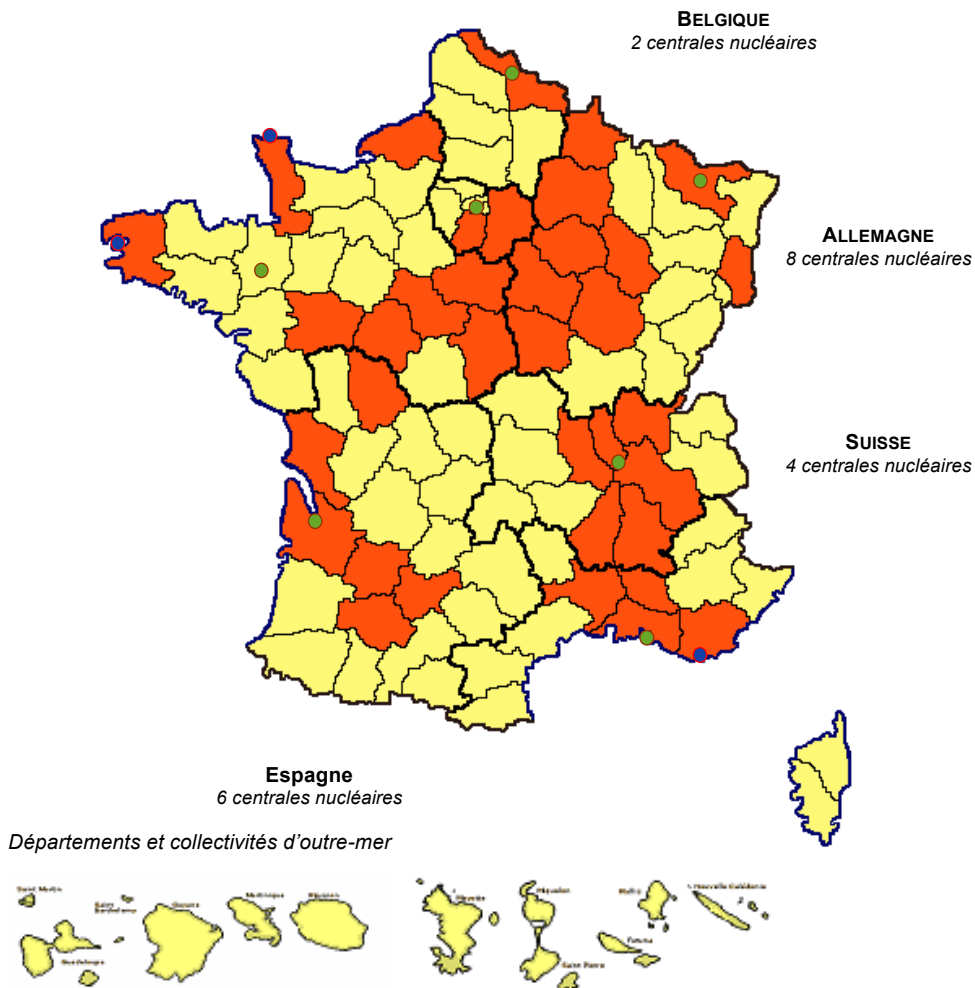
La situation 6 n'aurait pas d'impact radiologique significatif en France, mais il est nécessaire de préparer un dispositif de prise en charge des ressortissants français et étrangers qui seraient rapatriés sur le territoire national, ainsi que des produits importés, à partir notamment des principales plates-formes aéroportuaires et portuaires.

La situation 7 implique une bonne articulation des planifications de gestion de crise existant respectivement en milieu maritime et terrestre, mais aussi une bonne coordination avec les autorités des Etats concernés, le cas échéant.

LE PLAN NATIONAL DE RÉPONSE À UN ACCIDENT NUCLÉAIRE OU RADIOLOGIQUE MAJEUR

Déclinaison territoriale du plan national de réponse Accident nucléaire ou radiologique majeur

- Département sans INB(S) mais qui pourrait être impacté par l'une des 8 situations
- Département siège d'une INB(S) (situations 1, 2 et 3)
Département limitrophe, signataire du PPI d'une INB(S)
- Préfectures maritimes
- Chefs lieux des zones de défense et de sécurité



Situations							
0							
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
Territoires concernés	Zone de Défense	A minima Plan de Communication	Disposition spécifique Impact longue distance	ORSEC Dispositions spécifiques	Disposition spécifique Impact longue distance	A minima Plan de Communication	Dispositions spécifiques
	Prémar						ORSEC Maritime Dispositions spécifiques NUCMAR
	Tous départements*	Disposition spécifique	Disposition spécifique Impact longue distance	ORSEC TMR Dispositions spécifiques	Disposition spécifique Impact longue distance	Disposition spécifique	Disposition spécifique Impact longue distance
	Départements sièges d'INB(S) (et départements limitrophes signdaires d'un PPI)		Plan Particulier d'intervention				
							disposition spécifique*
Départements côtiers							

* Mutualisation zonale à étudier

- Situation 0 - Incertitude
- Situation 1 - Accident d'installation conduisant à un rejet immédiat et court
- Situation 2 - Accident d'installation conduisant à un rejet immédiat et long
- Situation 3 - Accident d'installation conduisant à un rejet long et différé
- Situation 4 - Accident de transport de matières radioactives avec rejet potentiel
- Situation 5 - Accident à l'étranger pouvant avoir un impact significatif en France
- Situation 6 - Accident à l'étranger ayant un impact peu significatif en France
- Situation 7 - Accident en mer avec rejet potentiel

Sous l'égide des préfets de zone, il conviendra de tenir compte de ces spécificités pour procéder à l'actualisation des planifications zonales et départementales.

2.1 Les spécificités du risque nucléaire

Si la gestion des crises nucléaires doit s'appuyer sur les méthodes et les modèles auxquels les acteurs des territoires sont familiers, certaines spécificités existent et peuvent être résumées ainsi.

- **Les décisions d'actions de protection des populations** (évacuation/mise à l'abri/prise d'iode stable...) découlent de référentiels élaborés au niveau national et sont associées à des valeurs repères d'exposition à la radioactivité, qui permettent d'estimer une « exposition radiologique ». Les mesures de protection des populations vont permettre a priori de réduire cette exposition radiologique sur la base d'un pronostic (estimation) de rejet en cours ou à venir dans les 24 prochaines heures. En effet, les mesures réalisées dans l'environnement ne sont pas immédiatement disponibles ou exhaustives. Dans ce domaine du risque radiologique, la décision de protection des populations repose sur les recommandations formulées par les experts nationaux à partir d'une situation technique et de prévisions météorologiques évolutives. Les acteurs locaux ne seront donc pas en capacité de décider seuls sur la base des processus habituels de gestion des crises plus classiques.
- **Les mesures de protection** des populations et leurs valeurs repères associées sont :
 - l'évacuation, dès lors que les prévisions d'exposition de la population dépassent, en dose efficace, 50 mSv pour le corps entier ;

- la mise à l'abri, dès lors que les prévisions d'exposition de la population dépassent, en dose efficace, 10 mSv pour le corps entier;
- la prise la prise d'iode stable, dès lors que les prévisions d'exposition de la thyroïde dépassent, en dose équivalente à la thyroïde, 50 mSv.

• **Les effets d'une exposition aux rayonnements ionisants** sont de deux ordres selon la dose reçue : effets biologiques déterministes (rougeurs, brûlures...) correspondant plutôt à de fortes doses (exprimés en Gray) ou des effets aléatoires (augmentation du risque d'apparition de cancers à moyen et long termes...) pour de faibles doses. L'unité utilisée n'est pas la même dans les 2 cas. Pour les mesures de protection, l'unité utilisée est le Sievert (Sv), qui est l'unité d'évaluation du risque pour la santé de l'exposition à la radioactivité (rayonnements ionisants) pour des niveaux d'exposition faible (faibles doses, faibles débits de dose).¹

• **L'évaluation des conséquences sanitaires** : les mesures de protection des populations dans les accidents conventionnels ont pour objet de les protéger contre un risque immédiat et certain (asphyxie, brûlure, choc,...). En revanche, les mesures de protection des populations lors d'accidents nucléaires ont pour objet de les protéger des effets à court, moyen ou long terme d'une exposition à la radioactivité.

¹ Pour mémoire, il existe plusieurs unités de mesure :

- le Becquerel : le Bq permet de mesurer la radioactivité : tout produit naturel émet de la radioactivité. (pour mémoire, l'activité de l'eau de mer est de l'ordre de 10 Bq/kg, celle du corps humain de 100 Bq/kg et celle du granite de 1000 à 10 000 Bq/kg ;
- le Sievert : le Sv s'applique aux faibles doses et donc aux effets aléatoires pour évaluer le risque sur la santé. (pour mémoire, les seuils suivants ont été retenus : 10 mSv pour la mise à l'abri, 50 mSv pour l'évacuation et à 50 mSv à la thyroïde pour la prise d'iode, en cas de rejets d'iode radioactif, ce qui n'est pas le cas de toutes les installations)
- le Gray : le Gy s'applique aux doses plus élevées conduisant à un impact à court terme sur le corps humain.

- **La période radioactive**, plus ou moins longue, de certains produits susceptibles d'être rejetés peut avoir des conséquences post-accidentelles sur le moyen et long termes :
 - sur la qualité de l'environnement : une zone du territoire pourrait se trouver contaminée sur une longue période, voire pour plusieurs décennies et, dans certains cas, n'autoriserait la présence permanente de personnes qu'avec des consignes de vie particulières ;
 - sur la continuité de la vie sociale et économique : un accident nucléaire peut perturber la vie économique et sociale dans une zone contaminée. Il peut nécessiter d'adapter la vie sociale et économique et d'assurer la réhabilitation du territoire concerné si les personnes et les entreprises sont déplacées. Il peut aussi perturber la vie économique au-delà de la zone contaminée, du fait de l'impact général de l'accident sur certaines activités (services de transports, exportations, tourisme, etc.).

2.2 Les acteurs spécifiques du nucléaire ayant un rôle au niveau territorial

La gestion des crises nucléaires est aussi caractérisée par des acteurs spécifiques ayant un rôle dans la gestion de crise. En plus des exploitants capables de répondre dans l'urgence, les autorités de sûreté (ASN, ASND), l'IRSN, le CEA et la MARN font partie de ce dispositif de gestion de crise :

a) L'exploitant² est responsable de la sûreté de ses installations et de leur rétablissement à un état sûr et maîtrisé. Responsable du déclenchement du Plan d'urgence interne (PUI) de l'installation, il doit avertir immédiatement le représentant de l'État ainsi que l'autorité de sûreté compétente. Dans le respect des orientations nationales, le préfet de département arrête la participation de l'exploitant, notamment l'alerte des populations.

En complément du PUI, chaque exploitant a mis en place une force d'action rapide permettant de soutenir le site accidenté en envoyant des moyens humains et matériels complémentaires (FARN, FINA, etc). Dans le respect de ses priorités, l'Etat pourrait être amené à apporter son assistance aux exploitants qui en feraient la demande, notamment dans les missions suivantes :

- action de reconnaissance de l'exploitant sur site par transport rapide, notamment par voie aérienne ;
- mise à disposition de terrains ou d'infrastructures pour la création d'une base arrière de l'opérateur permettant de gérer les flux humains et la logistique d'appui (FARN, FINA) ;
- intervention des secours extérieurs (secours à personnes, lutte contre les incendies, etc.) ;
- intervention des moyens destinés à maîtriser les événements sur l'installation ;
- dégagement voire reconstitution d'itinéraires pour l'acheminement des moyens de l'opérateur ;
- transport rapide, notamment par voie aérienne, d'une équipe de reconnaissance.

² Par exploitant, il faut comprendre le propriétaire de l'INB(S) : EDF, AREVA, CEA etc.

Les modalités de sollicitation des moyens de l'Etat et d'appui aux exploitants devront être précisées pour chaque mission. Elles nécessitent d'être homogènes et cohérentes avec les organisations de gestion de crise mises en œuvre par chaque acteur. Les travaux pourront s'appuyer notamment sur les dossiers techniques élaborés par les exploitants à l'issue des évaluations complémentaires de sûreté.

Dans le cas particulier d'EDF, une convention existe au niveau national entre l'Etat et la FARN.

b) L'expéditeur et / ou le transporteur se partagent la responsabilité de la sécurité et de la sûreté dans le cas de substances radioactives et doivent pouvoir alerter les pouvoirs publics. Certains transports sont réalisés sous escorte et sont supervisés par l'autorité de sécurité nucléaire (Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie) avec l'appui de l'IRSN. Le destinataire peut aussi être sollicité, notamment lorsque l'accident se déroule à proximité du lieu d'acheminement.

c) L'autorité de sûreté nucléaire (ASN) est une autorité administrative³ indépendante.

En situation d'urgence, l'ASN a pour missions :

- de réaliser un contrôle des dispositions prises par l'exploitant
- et de s'assurer de leur pertinence ; elle s'appuie sur les évalua-

³ Compétences géographiques des divisions de l'ASN :

- Bordeaux : pour les régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Midi-Pyrénées
- Caen : pour les régions Basse et Haute-Normandie
- Châlons-en-Champagne : Champagne-Ardenne et Picardie
- Dijon : pour les régions de Bourgogne et de Franche-Comté
- Lille : pour la région Nord Pas-de-Calais
- Lyon : pour les régions Rhône-Alpes et Auvergne
- Marseille : pour les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), Languedoc-Roussillon et Corse
- Nantes : pour les régions Pays de la Loire et Bretagne
- Orléans : pour les régions Centre et Limousin
- Paris : pour l'Ile-de-France, les DOM ainsi que de la Polynésie Française et la Nouvelle-Calédonie.
- Strasbourg : pour les régions Alsace et Lorraine.

- tions de l'IRSN et peut à tout moment prescrire à l'exploitant des évaluations ou des actions rendues nécessaires ;
- d'apporter son conseil au gouvernement et à ses représentants au niveau local ; cet avis porte notamment sur les mesures à mettre en œuvre pour la protection sanitaire du public ;
 - de participer à la diffusion de l'information des médias et du public et des parties prenantes ;
 - d'assurer la fonction d'autorité compétente dans le cadre des conventions internationales sur la notification rapide et sur l'assistance.

Pour réaliser ces missions, l'ASN dispose au plan national d'un centre d'urgence situé à Montrouge et de 11 divisions régionales. En situation d'urgence, des agents de l'ASN sont dépêchés auprès du préfet pour relayer les analyses conduites au niveau national et pour l'appuyer dans ses décisions et ses actions de communication. Par ailleurs des inspecteurs de l'ASN se rendent sur le site accidenté pour assurer le contrôle des actions conduites par l'exploitant.

Les divisions territoriales de l'ASN sont placées sous la responsabilité fonctionnelle d'un délégué territorial et sont à même d'appuyer les travaux de planification.

d) L'Autorité de sûreté nucléaire défense (ASND) est chargée du contrôle de la sûreté et de la radioprotection des installations et activités nucléaires intéressant la défense. En cas d'événement sur une de ces installations ou lors d'une de ces activités, elle s'assure du bien-fondé des dispositions prises par l'exploitant, et, pendant la phase d'urgence, en relation avec l'ASN, conseille les pouvoirs publics et contribue à l'information du public. Dans le cadre de la planification, l'ASND apporte son concours aux autorités locales en matière d'analyse du risque et de ses conséquences pouvant découler d'un événement dans son domaine de responsabilité.

- e) **L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)** est l'expert public en matière d'évaluation des risques nucléaires et radiologiques. Par ses moyens de diagnostic et de pronostic de l'état de l'installation et de l'impact sur l'homme et l'environnement, l'IRSN, en coopération avec Météo France, propose aux pouvoirs publics des mesures d'ordre technique, sanitaire ou médical. Il centralise l'ensemble des mesures de radioactivité sur le territoire et dispose d'une cellule mobile qui propose le plan de mesures de radioactivité sur le terrain. Il met à disposition des autorités les résultats de mesure. D'autre part, l'IRSN est présent dans 11 sites dont un dans les Outre-mer. L'IRSN a vocation à mettre à disposition son expertise dans les domaines de planification qui pourraient le justifier (analyse du risque, prise en charge sanitaire des populations, mesure de la contamination radiologique de l'environnement, réalisation des contrôles libératoires....) tant au niveau national que local.
- f) **Le commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)**, est, en complément de sa qualité d'exploitant, un organisme de R&D nucléaire qui assure une mission d'expertise auprès des pouvoirs publics. Pour sa mission d'assistance, il dispose de moyens spécifiques répartis au sein de sept zones d'intervention de Premier Echelon (ZIPE) et d'Équipements Spécialisés d'Intervention (ESI). La mise à disposition de moyens, matériels et humains, auprès d'une préfecture qui en exprime le besoin se fait en déployant sur le terrain les équipes issues de centres CEA généralement les plus proches.
- g) **La Mission nationale d'appui à la gestion du risque nucléaire (MARN) au sein de la DGSCGC** constitue une mission d'appui en situation de crise nucléaire et apporte son concours au ministre de l'intérieur et aux préfets afin d'appuyer l'action territoriale. En outre, elle a principalement pour tâche de contribuer à la préparation des territoires : formation, entraînement, planification, ainsi qu'à l'amélioration des dispositifs de gestion de crise nucléaire.

[illegible]

L'organisation de gestion de crise nucléaire

Cette organisation repose évidemment sur la chaîne de commandement habituelle, en intégrant néanmoins les acteurs spécifiques précités.

Schéma d'organisation départementale de gestion de crise

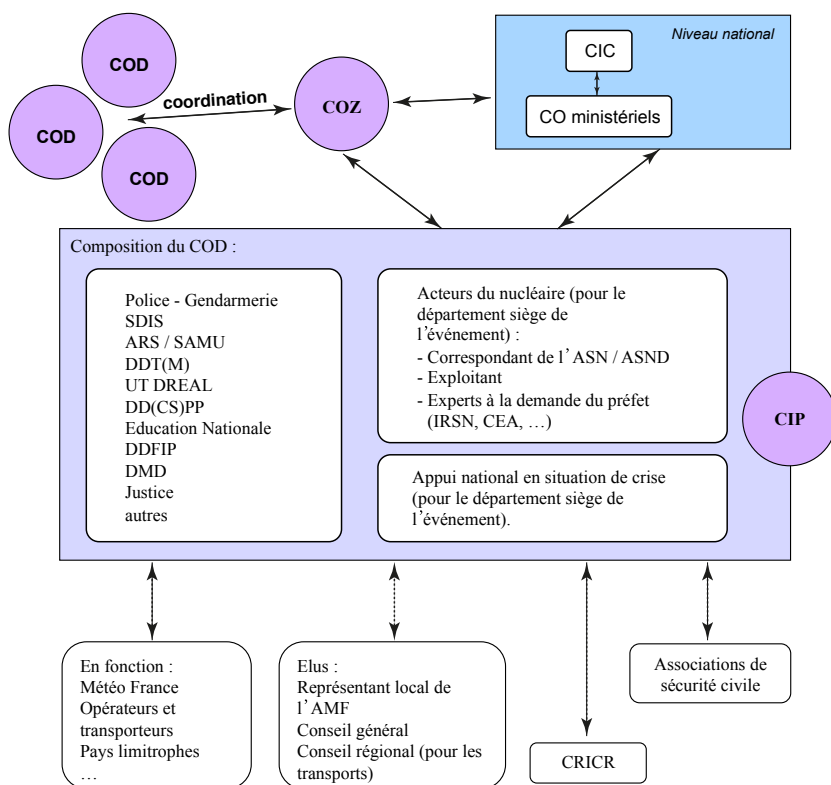
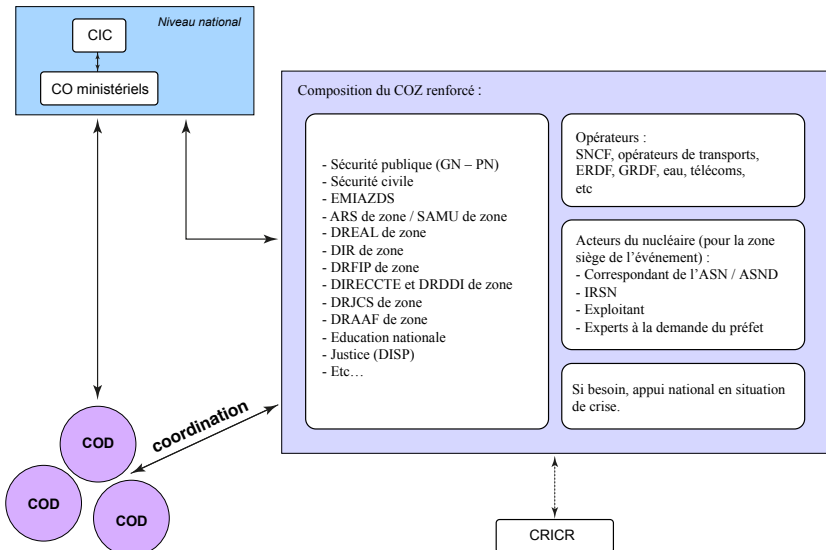




Schéma d'organisation zonale de gestion de la crise



Il conviendra de prévoir le fonctionnement du COD et du COZ renforcé sur une longue durée et de prendre en compte le cas d'un éventuel desserrement.

La déclinaison de ce plan national repose sur la rédaction ou la mise à jour de :

- dispositions spécifiques destinées à la gestion de l'urgence radiologique (PPI, ORSEC TMR...) ;
- dispositions génériques de gestion de crise (cf. planification ORSEC...) ;
- dispositions sectorielles ou organisationnelles propres aux acteurs (PCS, PCA des entreprises et des services publics...) ;
- dispositions particulières liées à la préparation de la gestion post-accidentelle.

Ce travail de planification doit être articulé avec l'ensemble des planifications sectorielles concourant à la gestion de crise (réponse sanitaire, missions des forces de l'ordre, continuités d'activités...). Ce guide, destiné aux autorités préfectorales, ne détaille pas ces dernières.

La démarche de planification

- **Planifier la réponse à un accident nucléaire : une articulation avec la planification existante**

Les rejets radioactifs pouvant intervenir dans un délai court (moins de six heures après le début de l'événement), la planification doit permettre de préparer les actions susceptibles d'être mises en œuvre en mode réflexe ou sous bref préavis (protection des populations...) **pendant la phase d'urgence** et conserver une certaine souplesse et permettre de s'adapter, en conduite, en fonction de la situation.

Un certain nombre de plans permet d'ores et déjà de préparer la gestion d'une crise radiologique. Les plans particuliers d'intervention (PPI) visent ainsi à organiser la réponse de crise et à prendre les premières mesures de protection des populations les plus proches des

installations nucléaires. La planification ORSEC TMD (TMR) permet de prendre les premières mesures en cas d'accident de transport de matières dangereuses (radioactives), tandis que l'ORSEC maritime et son volet NUCMAR servent à traiter des situations en milieu maritime.



Il existe de plus un socle de planification permettant de répondre à de nombreuses problématiques qui dépassent le risque spécifique nucléaire. On trouve ces éléments dans le tronc commun ORSEC et dans les modes d'action afférents :

- veille et alerte des acteurs (mise en oeuvre d'astreintes, procédures de contact, etc.) ;
- recensement du matériel (tenue à jour des différentes bases de données telles que Gaspar, Parades – mises en place par le MEDDE -, etc.) ;

- communication (plan départemental de communication de crise) ;
- alerte et information des populations (modalités d'alerte générale, cellule d'information du public, numéro unique de crise) ;
- secours à nombreuses victimes ;
- soutien des populations (accueil, soutien médico-psychologique, information et soutien administratif, hébergement, ravitaillement = CARE ou CAI, recours aux associations agréées de sécurité civile) ;
- distribution d'iode ;
- évacuation massive ;
- protection de la faune et de la flore, des biens ;
- fonctionnement dégradé des réseaux ;
- plans blancs élargis ;
- ...

Important

Il n'est donc pas nécessaire de réécrire les briques de planification déjà existantes : le travail de déclinaison de ce plan s'attachera à mettre à jour les dispositions existantes et à rédiger une disposition spécifique pour les actions qui n'ont pas encore été prises en compte. Cette disposition reprendra la méthodologie de planification ORSEC.

Ces planifications et dispositions seront mises à jour et complétées à partir du plan national et de ses fiches-mesures.

- **Planifier la réponse à un accident nucléaire : une disposition spécifique**

Au-delà de cette planification existante, il reste éventuellement à décliner ce qui est strictement particulier à un accident radiologique et non pris en compte dans les plans existants. Cela peut se faire par une disposition spécifique « réponse à un accident nucléaire ou radiologique », reposant sur les éléments ci-dessous.

La spécificité du risque nucléaire et son caractère anxiogène imposent, en amont de l'événement, une sensibilisation toute particulière des acteurs et des populations. Il s'agit de transmettre quelques bons comportements à respecter pour la population et à inciter les entreprises à considérer ce risque dans leur PCA (voir seconde partie).

A l'issue de la phase d'urgence, la rémanence des dépôts issus d'un rejet radioactif et la contamination durable des sols imposent la mise en œuvre de dispositions post-accidentelles spécifiques. Les quatre objectifs fondamentaux de la gestion post-accidentelle sont :

- la protection des populations (éloignement, problématiques de consommation, etc.) ;
- le soutien aux populations affectées par les conséquences de l'accident (hébergement, indemnisation, etc.) ;
- la reprise de l'activité économique et sociale ;
- la reconquête des territoires (décontamination, etc.).

Important

La préparation du post-accidentel fait dorénavant partie intégrante de la gestion de crise. Il est impératif de planifier les premières mesures à mettre en œuvre dès la sortie de phase d'urgence.

- **La démarche de conduite de projet**

Pour mener à bien un tel projet, il est recommandé de désigner un **chef de projet** et créer un **comité de pilotage**. Le chef de projet tient une place centrale dans la réalisation et le comité de pilotage garantit le bon déroulement de l'ensemble.

La démarche initiale consiste à réaliser un état des lieux de la connaissance du sujet et des capacités actuelles des acteurs à traiter la problématique nucléaire. **Pour la zone de défense**, il conviendra en premier lieu de procéder à une analyse permettant de mettre en évidence les principaux enjeux de coordination interdépartementale (le cas échéant avec le Premar et les autorités étrangères), notamment en fonction de la localisation des INB. L'évaluation des capacités disponibles à l'échelle de la zone de défense et de sécurité et la prise en compte des spécificités départementales, activités économiques, infrastructures de transport et contraintes naturelles permettront d'appréhender les planifications à envisager ou à actualiser.

Cet état des lieux va servir à préciser le besoin en fonction des particularités du contexte local.

La dernière étape consistera à définir précisément le rôle de chacun durant toute la phase de planification, d'établir un calendrier prévisionnel et de cadrer l'ensemble des actions.

La mise en œuvre du projet se concrétisera par la création de groupes de travail thématiques.

- **La désignation d'un chef de projet**

Le chef de projet est la clé de voûte du dispositif. Il est important que le chef de projet dispose d'une légitimité auprès de l'ensemble des participants. Dans le département, ce dernier pourra être idéalement tenu

par le directeur de cabinet du préfet, en lien avec le SIDPC ; pour les zones de défense, il pourra s'agir du chef d'état-major interministériel de zone de défense, représentant le préfet délégué pour la défense et la sécurité.

Le chef de projet est chargé de coordonner et d'animer les travaux du comité de pilotage et des groupes de travail qui en découleront. Il assure l'analyse et la synthèse des données produites.

• **Le comité de pilotage**

Le comité de pilotage (COPIL) est la structure décisionnelle et intersectorielle. Il impulse la dynamique de l'ensemble des acteurs. L'autorité préfectorale décidera des compétences qu'il est indispensable d'avoir dans ce comité. Le comité peut être organisé sous forme de missions interservices. Il doit être le plus restreint possible. Il est préférable de le renforcer ponctuellement en faisant participer des spécialistes selon les besoins identifiés.

Le COPIL assure les missions suivantes :

- choix stratégiques ;
- communication ;
- liens avec les institutionnels ;
- validation des étapes essentielles ;
- surveillance du bon déroulement des travaux ;
- identification d'investissements éventuels.

La composition d'un comité de pilotage zonal type est la suivante :

- l'EMIZ ;
- la DREAL de zone ;
- le commandant de la région zonale de gendarmerie ;
- le DDSP du département siège de la zone ;

- l'EMZDS / EMIAZD ;
- la DRAAF de zone ;
- la DIRECCTE de zone ;
- l'ARS de zone ;

La composition d'un comité de pilotage départemental type est la suivante :

- le SIDPC ;
- le SDIS ;
- le DDSP ;
- le Groupement de gendarmerie ;
- la DDT ;
- la DDPP ;
- l'UT-DREAL ;
- l'UT-DIRECCTE ;
- le DMD ;
- l'ARS.

Peuvent également prendre part, au niveau départemental ou zonal, en tant que de besoin et à titre d'exemple :

- le délégué territorial de l'ASN ;
- le cas échéant (INBS), un représentant de l'ASND ;
- le représentant local de l'IRSN ;
- le représentant local de l'exploitant ;
- différents autres services et agences de l'Etat ;
- un représentant local de l'AMF ;
- le président de la CLI – ou son représentant (pour les départements sièges d'INB) ;
- le président de la CI – ou son représentant (pour les départements sièges d'INBS) ;
- les représentants des autorités étrangères frontalières.

• **Groupes de travail interservices**

Les groupes de travail ont pour but d'étudier une problématique bien spécifique. Un groupe de travail est un espace d'échanges privilégiés. Il est composé des services strictement nécessaires au traitement de la problématique soulevée, dont l'exploitant, et s'appuie sur la présence ou le travail d'experts.

A titre d'exemple, on pourra mettre en place les groupes suivants :

- protection des populations (mise à l'abri, évacuation...) ;
- ordre public ;
- prise en charge sanitaire (mesure de la contamination, décontamination, iode, prise en charge médicale...) ;
- continuité des activités économiques et sociale ;
- gestion des problématiques de pollution (sol, eau, élevage, cultures agricoles...) ;
- communication et alerte ;
- etc.

Articulation entre les démarches de planification zonale et départementale

Le rôle de la zone est primordial pour coordonner la planification des départements. Pour ce faire, le travail de planification zonale et départementale gagnera donc à être réalisé en même temps, sous le pilotage de l'échelon zonal (préfecture de zone, ARS de zone, DREAL de zone, etc.). Celui-ci pilotera directement certains groupes de travail, tels que la communication, la gestion des flux ou certaines problématiques liées à la préparation du post-accidentel.

La première réunion de lancement des travaux de planification à l'échelon zonal devra donner lieu à une présentation du risque afin de sensibiliser en priorité les chefs de SIDPC n'ayant pas d'INB sur leur département et ne disposant donc pas de la « culture du risque » associée. Cette séance pourra utilement être organisée en présence d'un chef de SIDPC « nucléaire » et d'un représentant d'EDF, de l'ASN et de l'IRSN. Elle permettra également de procéder à une analyse commune du risque nucléaire au sein de la zone de défense et de sécurité.

Pour exemple, la gestion des accidents de TMR sur un axe routier, si elle couvre plusieurs départements, impose une homogénéité des réponses entre ces différents départements. Lors de la déclinaison, l'EMIZ s'assurera de la cohérence, si nécessaire, en coordination avec la zone de défense et de sécurité voisine.

Afin d'assurer la cohérence des documents de planification et de rationaliser les travaux de rédaction, il revient à la zone de

convenir avec les SIRACEDPC/SIDPC du mode de travail en fonction des thématiques à prendre en compte :

- pilotage zonal : pour chacune des « briques opérationnelles », l'échelon zonal définit, à partir des conclusions des groupes de travail thématiques (cf. supra), la trame du document qu'il revient ensuite à chaque préfecture de décliner en fonction des caractéristiques de son département d'implantation ;
- pilotage départemental : la zone désigne un SIRACEDPC / SIDPC chargé, pour chacune des « briques opérationnelles », d'établir une trame de document qui sera ensuite amendée et validée par les services zonaux et les autres SIRACEDPC / SIDPC avant déclinaison départementale.

En toute hypothèse, dès lors qu'un accident impacte ou nécessite la mobilisation de plusieurs départements, la Zone de défense doit assurer une coordination étroite et continue des réponses, tant opérationnelles que de communication, afin d'éviter tout dysfonctionnement lié à des réactions inadaptées ou hétérogènes, dont les conséquences, dans un domaine extrêmement sensible et mal connu du grand public, pourraient s'avérer contraires à l'objectif recherché.

Les spécificités de la communication en cas de crise nucléaire sont :

- la multiplicité des acteurs (exploitant, autorités de sûreté, experts, Etat, collectivités, associations voire opposants) nécessite par la sphère institutionnelle, une coordination accrue et une définition des rôles de chacun en amont ;
- la sensibilité du sujet et un contexte historique de communication (cf. communication gouvernementale lors de Tchernobyl) impose plus encore que dans un autre type de crise une exemplarité de la communication dans sa capacité de réaction immédiate, transparence et sa fiabilité ;
- la variété des problématiques soulevées par une crise nucléaire (santé, environnement, continuité de la vie économique et sociale, problématiques post-accidentelles...) nécessite une stratégie de communication multidimensionnelle à destination de cibles diversifiées ;
- l'impact médiatique prendra immédiatement une dimension nationale voire internationale, même si la crise reste limitée géographiquement ;
- L'articulation de la communication locale avec les échelons zonal et national est indispensable.

Les objectifs généraux de cette communication sont :

- d'informer d'une manière réactive, continue et crédible (informer sur la réalité de la situation et répondre aux besoins d'information) ;
- de maintenir le lien de confiance (donner les valeurs exactes, expliquer les mesures prises, les incertitudes propres à toute crise) ;

- de rendre les citoyens acteurs (transmettre les différentes conduites à tenir, favoriser les mécanismes de solidarité locale), de limiter les comportements inciviques ou inadaptés ;
- de favoriser l'efficacité des opérations de gestion de crise ;
- enfin de rassurer, et non pas de créer d'effet de panique.

4.1 Le rôle des acteurs de la communication et leur coordination

De même que dans le plan national, la communication doit se fonder sur une répartition claire des rôles et des responsabilités de chaque source d'information. Les acteurs locaux interviendront de la manière suivante :

- L'exploitant communique sur la gestion de l'accident ;
- L'Etat communique sur la gestion de crise ;
- L'ASN(D) informe le public sur l'état de sûreté, les risques pour la santé et conseille les pouvoirs publics ;
- L'IRSN apporte des informations pédagogiques et communique les résultats des mesures de radioactivité dans l'environnement.

La planification permettra d'identifier les communicants locaux au sein des différentes entités (exploitants, divisions de l'ASN, sites régionaux de l'IRSN). Il est préférable de disposer de communicants ayant une culture du nucléaire, sans être des experts du domaine.

4.2 Une communication immédiate, transparente et fiable

Immédiate : Lors de l'accident, il appartient à l'exploitant d'alerter immédiatement le préfet et de diffuser une première information au public.

Transparente : Les pouvoirs publics et l'exploitant ont une obligation de transparence vis-à-vis de la population et doivent, à ce titre, diffuser de manière régulière des informations fiables et pédagogiques à l'ensemble de la population et des médias.

Fiable : les agences et les experts permettent de garantir la fiabilité de l'information et de contrer les rumeurs. Il est nécessaire de coordonner la communication des experts sur les éléments qui font consensus. Plus largement, les communicants devront tenir compte de l'incertitude inhérente à toute crise en veillant à répondre aux questions posées. Ils s'attacheront également à anticiper les changements provoqués par la crise, dont la prise en compte participe d'une démarche de résilience de la société.

4.3 Une communication multidimensionnelle pour des cibles diversifiées

Le travail de planification pourra choisir de « penser » le plan communication, soit en partant des cibles, soit en partant des domaines d'activité concernés.

Les cibles à prendre en compte sont :

- **Le grand public** en distinguant : les populations directement concernées, les populations pouvant être impactées dans un second temps, les populations étrangères, qui demanderont un traitement particulier en lien avec les autorités des pays d'origine (représentations diplomatiques), et l'ensemble de la population nationale.
- **Les cibles internes, les partenaires** : les collectivités territoriales, les directions régionales / départementales de l'Etat, les agences et les autorités indépendantes.
- **Les cibles professionnelles et associatives** : OIV (opérateurs d'importance vitale), entreprises, associations.
- **Les domaines sont d'activités** plus spécifiquement concernés par le risque nucléaire sans exhaustivité ;
 - la santé
 - les problématiques de la mise à l'abri de l'évacuation
 - l'environnement
 - la continuité d'activité économique sur la zone

4.4 Une coordination de la communication entre les différents niveaux territoriaux

Compte tenu de la cinétique rapide d'un accident nucléaire, en particulier de son impact médiatique, l'organisation initiale de la réponse sera fondée sur la double chaîne territoriale (préfets de zone et de département) et nucléaire (autorités de sûreté / exploitant / IRSN) afin d'assurer le premier niveau de réponse avant l'activation de la CIC (cellule interministérielle de crise).

La répartition des rôles de communication entre les différents niveaux peut être envisagée de la manière suivante, sous réserve d'adaptation aux spécificités locales en termes d'organisation et d'effectifs dédiés à la communication :

- niveau départemental : alertes, consignes comportementales, information sur l'accident
- niveau zonal : problématiques d'évacuation, de transport, environnementales
- niveau national : information médias nationaux et internationaux, communication politique.

4.5 Le cas de la communication en zone frontalière

En matière de communication, la coopération transfrontalière est indispensable (échanges d'information sur les mesures prises et sur le contenu des messages), afin d'assurer une certaine harmonisation et une meilleure cohérence. En effet, il y peut y avoir des disparités au sein de chaque Etat (par exemple sur la prise de comprimés d'iode).

Le préfet du département où s'est produit l'accident a obligation, dans le cadre des conventions bilatérales, de transmettre l'alerte dans les plus brefs délais et de fournir des informations aux pays limitrophes concernés.

4.6 Le cadre international

La communication doit être également pensée dans un cadre international. Le ministère des affaires étrangères est chargé de transmettre les informations vers les pays concernés ainsi que les dispositions retenues en matière de protection des populations par l'intermédiaire des ambassades françaises à l'étranger. Par ailleurs, il s'informe des dispositions prises à l'étranger auprès des ambassades étrangères en France.

Pour cela :

- il transmet, si nécessaire, aux représentations diplomatiques les mesures préconisées par les autorités françaises notamment à l'égard des ressortissants français ou d'autres nationalités voyageant à destination de la France ;
- il établit des points de situation et répond aux questions du public.

Le centre de crise des affaires étrangères coordonne l'action de l'Etat en réponse aux crises internationales impliquant des ressortissants français.

4.7 La communication en sortie de crise

A la sortie de la phase d'urgence, la communication doit se poursuivre. Les informations permettront, notamment, de diffuser des conseils pratiques, de renseigner sur les prises en charge proposées ainsi que sur les actions entreprises ou prévues. Elles seront adaptées aux cibles et aux besoins.

Celle-ci est une étape tout aussi importante que la communication pendant la crise, destinée à maintenir la confiance. Il est donc nécessaire d'assurer un suivi de la communication en :

- maintenant un dispositif de veille (média, Internet,...) ;
- tenant informée l'opinion publique sur les effets de la crise ;
- présentant les mesures prises après la phase d'urgence (gestion des zones contaminées, consignes comportementales, suivi sanitaire, vie économique et sociale...) ;
- développant la résilience au sein de la population et de tous les acteurs pouvant se prendre en charge pour un retour à la normale.

Pendant toute la durée de la phase post-accidentelle, la crédibilité de la parole publique reste essentielle car elle conditionne la confiance de la population et donc son acceptation à suivre les consignes et les conseils qui lui sont donnés.

L'information qui sera donnée doit viser à susciter une attitude active et participative de la population. La communication devra alors s'articuler autour de grands thèmes :

- les prescriptions à respecter ;
- les sujets d'ordre sanitaire et environnemental (impacts, risques, contamination) ;
- les sujets techniques (explication de l'événement, état de sûreté de l'installation accidentée) ;
- les sujets d'ordre administratif (aides, indemnisations) ;
- les messages (cohésion nationale) ;
- les relations internationales (exportations, ressortissants).

La partie suivante recense certaines des questions qui peuvent se présenter lors de la gestion de crise, et dont il conviendra de tenir compte lors de la planification. Des pistes de réponse ou des éléments sont proposés permettant une analyses bénéfiques / risques pour aider à la prise de la décision.

5.1 Le Préfet de département

Le préfet de département ainsi que les maires des communes concernées représentent le premier niveau de décision et doivent pouvoir mettre en place des mesures réflexes qui demandent une importante sensibilisation de la population en amont et une planification départementale ou zonale, qu'il y ait ou non un PPI nucléaire au sein du département.

5.1.1 La sensibilisation

En amont d'une crise éventuelle et même au-delà du périmètre d'un éventuel PPI, l'acculturation des populations et des acteurs socio-économiques doit permettre de favoriser des réactions adaptées en situation de crise.

- **Quels sont les acteurs à sensibiliser ?**
 - Dans les départements comportant un PPI nucléaire, l'effort sera porté sur les élus, la population avoisinante (incluse dans la zone PPI et limitrophe), les acteurs socio-économiques, les responsables d'établissements scolaires et plus généralement sur les établissements recevant du public.
 - Dans les départements ne comportant pas de PPI nucléaire, la sensibilisation se concentrera sur les élus, qui sont au plus près de la population.

- **Quels sont les vecteurs de la sensibilisation ?**

- On pourra se référer aux documents existants et les diffuser :
 - les consignes comportementales « Avant, pendant, après » dans la rubrique « accident nucléaire » sur <http://www.risques.gouv.fr> ;
 - le document du service d'information du Gouvernement intitulé Le plan national « Accident nucléaire ou radiologique majeur » : questions / réponses ;
 - sur le site de l'ASN : <http://post-accidentel.asn.fr/Questions-reponses> ;
 - sur le site de l'IRSN : www.irsn.fr.
- On pourra inclure dans les documents produits par la préfecture (DDRM, site Internet...), les consignes comportementales et les mesures de protection.
- Les exercices « nucléaires » pourront également permettre de sensibiliser l'ensemble des acteurs, notamment dans les « départements nucléaires ». En particulier, on pourra s'appuyer sur les RIE (réunions d'information et d'échange) qui doivent associer médias, élus et populations pour les « départements nucléaires » et, en fonction du contexte local, seront aménagées dans les départements non nucléaires (exercice TMR).
- Le préfet de département pourra également promouvoir auprès des élus les PCS et les PICS afin de préparer la population et les services communaux, quelle que soit la nature de la crise. Dans le cadre d'un accident nucléaire majeur, deux volets seront particulièrement déterminants : le volet évacuation (cf. guide méthodologique sur les évacuations massives) et le volet accueil et hébergement (cf. guide pratique d'élaboration du PCS).
- Une incitation à mettre en place un PCA pourra aussi participer à la sensibilisation des acteurs notamment économiques.

5.1.2 L'alerte et l'information

- **Accident à cinétique rapide (INB/INBS)**

Lors d'un accident à cinétique rapide (situations 1 et 2 du plan), l'alerte de la population est réalisée par l'exploitant, qui doit également alerter les autorités locales.

- **Comment s'assurer que l'alerte a été entendue et que les consignes de protection sont appliquées ?**

- En amont, on pourra s'assurer que les exploitants ont bien pris en compte les obligations d'alerte des populations (arrêté du 30 novembre 2001 portant sur la mise en place d'un dispositif d'alerte d'urgence autour d'une INB ou décret 05-1158 chapitre II §5).
- Il pourra être convenu avec les maires, au sein du PPI, de rendre compte à la préfecture, par tout moyen adapté, que l'alerte a été entendue.
- En liaison avec l'exploitant, on pourra proposer d'abonner certains services au dispositif SAPPRE (système d'alerte des populations en phase réflexe), notamment les services de secours et les forces de l'ordre. Ce dispositif exploitant est un système d'alerte téléphonique, complémentaire aux sirènes du PPI.
- Enfin, il convient de s'interroger sur les moyens humains dont on dispose pour s'assurer de la mise à l'abri les populations. Peut-on contacter des relais locaux ? Est-ce pertinent d'engager des ressources humaines sur place ? A-t-on suffisamment de ressources ? Si oui, un équipement spécifique est-il nécessaire ? Les associations agréées de sécurité civile pourront faire ce relais et ce travail de vérification par téléphone. On pourra aussi s'appuyer utilement sur le tissu associatif et sur les acteurs du champ médico-social pour ce qui concerne les personnes vulnérables (registres communaux des personnes vulnérables, etc.).



- **Cas d'un accident à cinétique lente (situation 3) ou aggravation d'un accident à cinétique rapide (situations 1, 2) (INB/INBS)**

Dans ce cas, l'alerte est donnée ou complétée sur ordre du préfet.

- **Quels sont les vecteurs d'information adaptés au territoire ?**

Pour la population générale :

- sur certains secteurs, les messages peuvent être diffusés aux populations par les ensembles mobiles d'alerte (EMA), armés par les services publics de secours, les forces de l'ordre ou les agents des collectivités territoriales ;
- les médias locaux (radios, télévisions...) sont des moyens efficaces permettant de toucher la population concernée. Ceci nécessite l'actualisation des conventions avec Radio-France et France-Télévision ;
- les élus, qui sont au plus près de la population. Le maire s'appuyant les dispositifs mis en place dans sa commune (PCS...) est le premier relais d'information ;
- la cellule d'information du public (CIP), via le numéro unique de crise mis en place par la préfecture. Les informations données par la CIP devront avoir été préparées en amont par des éléments de langage. Ceux-ci doivent être cohérents avec les messages qui seront passés par les autres vecteurs de communication.

- les réseaux sociaux permettent également de diffuser instantanément l'information. Des liens vers le site de la préfecture où la cartographie de la zone concernée peuvent être inclus dans les tweets ;
- l'ensemble des sites web des organismes compétents (ASN, IRSN – contenant les résultats de mesures disponibles, l'information pédagogique liée à l'installation, l'accident, les aspects de radioprotection – etc ;
- à titre informatif, si la crise est majeure, le dispositif national multicanal Infocrise pourra être activé sur décision de la cellule interministérielle de crise. Celui-ci prévoit des envois de SMS, des téléopérateurs et un site Internet dédié.

Pour les acteurs socio-économiques :

- on pourra s'assurer en amont de l'actualisation des annuaires comprenant les interlocuteurs ou bénéficiaires des différents services de l'Etat dans le département.
- **Quel type de messages diffuser ?**
 - On pourra préparer les messages en amont avec les radios locales, en particulier les consignes comportementales. Il est à noter qu'un effort particulier devra être porté sur la description de la zone concernée par des mesures de protection de la population.
 - On s'attachera dans un second temps à actualiser régulièrement les messages et les consignes, en fonction de l'évolution de la situation.
 - Sur Twitter, on peut utilement se reporter aux messages-types proposés par le service d'information du gouvernement pour les accidents nucléaires, qu'il est néanmoins nécessaire d'adapter aux spécificités locales.

5.1.3 La protection des populations

- **Quelles mesures de protection de la population prendre lors d'un accident sur une installation dotée d'un PPI ?**

Dans le cas d'un accident à cinétique rapide, la mesure préventive de protection des populations est la mise à l'abri sur un périmètre planifié. L'alerte est réalisée directement par l'exploitant, sous le contrôle de l'autorité préfectorale, par des moyens d'alerte installés et maintenus par l'exploitant.

Dans le cas d'un accident à cinétique lente (pas de risque avant 6 heures), les mesures de protection des populations sont décidées par l'autorité préfectorale, conseillée par l'autorité de sûreté compétente.

- **Quelle mesure de protection de la population prendre lors d'un accident de TMR ?**

Les conséquences d'un tel accident à cinétique rapide sont davantage circonscrites que lors d'un accident nucléaire d'installation. De plus, dans ce cas et dans la mesure où on est hors périmètre d'un PPI, la population n'est pas sensibilisée, les acteurs ne sont pas forcément formés et/ou équipés, etc.

Dans ces conditions, on privilégiera, dans la mesure du possible, une évacuation à la mise à l'abri. Pour les accidents de transports radiologiques, le périmètre réflexe est de cent mètres, susceptible d'être élargi (dans la même logique que pour les TMD).

- **Comment déterminer les périmètres de protection en phase d'urgence et les zonages en phase de transition post-accidentelle ?**

Les périmètres relevant de l'urgence et les zones relevant de la phase post-accidentelle s'appuient sur les recommandations de l'autorité de sûreté nucléaire, notamment pour une éventuelle évacuation.

Le décideur devra intégrer, lors de sa prise de décision, un certain nombre de paramètres opérationnels qui prendront en compte la réalité des territoires et des populations y résidant. Ces paramètres s'appuieront sur des critères tels que :

- le fait qu'aucune partie de la population ne doit se trouver isolée ;
- les contours de la zone évacuée doivent intégrer les contraintes et impératifs du contrôle de zone ;
- cette délimitation doit pouvoir être perçue comme « logique » de la part de la population, afin qu'elle adhère à la mesure. C'est-à-dire qu'il faut tenir compte des limites naturelles, telles que les cours d'eau, des limites artificielles, comme les voies ferrées, les routes et autoroutes, et du découpage administratif (contour communal, le maire étant le relais de l'alerte des populations), etc.

NB : on pourra se reporter utilement au *Guide méthodologique sur les évacuations massives*.

- **Quels éléments entrent en compte dans l'analyse bénéfiques / risques pour prendre la décision de mettre à l'abri ou d'évacuer ?**
 - Pour la mise à l'abri :
 - bénéfices :
 - mesure de protection immédiate, une simple information suffit à l'ordonner,
 - la population continue d'avoir accès à l'information,
 - ne nécessite pas de prise en charge à ce stade (rationalisation des moyens des pouvoirs publics) ;
 - risques :
 - pas plus de quelques heures avant, soit une évacuation, soit un retour à la « vie normale »,
 - notion peu connue en dehors des périmètres PPI,
 - inadaptée si l'accident nucléaire fait suite à un tremblement de terre ou une inondation,
 - peu adaptée pour les accidents à cinétique lente,

- pour les itinérants il faut trouver des locaux voire des moyens de locomotion.
- Pour l'évacuation :
 - bénéfiques :
 - soustraction de la population au risque, quelle que soit l'évolution de la situation, sous réserve de distances suffisantes,
 - simplification de la prise en charge sanitaire et pas de distribution d'iode a priori,
 - conforme au comportement réflexe (instinctif) des populations;
 - risques :
 - vulnérabilité potentielle pendant le déplacement,
 - en complément des auto-évacuations, nécessité d'une prise en charge (transports, hébergements...) pour un grand nombre potentiel de personnes,
 - difficulté d'évacuer certains types d'établissements (sanitaires, médico-sociaux, pénitentiaires...),
 - engorgement des axes de circulation,
 - en cas d'activité non interruptible, cette décision risque d'entraîner une incompréhension pour les travailleurs concernés,
 - risque de traverser des zones contaminées en cas d'incertitude sur les conséquences réelles.

NB : Si l'action d'évacuation n'est pas simple, la difficulté à organiser la distribution d'iode dans les périmètres correspondant aux recommandations techniques de l'ASN doit aussi être intégrée dans la prise de décision

• Comment diffuser les décisions prises ?

La décision de protection de la population, qu'il s'agisse d'une mise à l'abri, d'une évacuation ou de prise d'iode, doit être partagée avec l'ensemble des acteurs et la population.

- On s'attachera à identifier la nature et les modalités de transmission des informations (vecteurs et supports) nécessaires aux acteurs et à la population (voir encadré sur la communication).

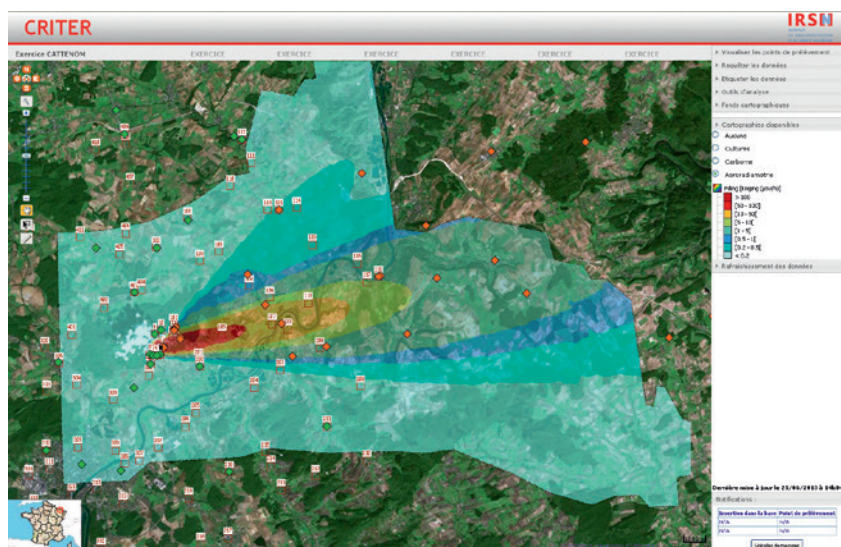
- On pourra, par exemple, se servir de l'application cartographique SYNAPSE, adaptée à la visualisation des actions d'urgence de protection des populations et post-accidentelles et déployé en préfecture, puis exporter les cartes validées vers la population, les médias et les acteurs, notamment communaux, n'ayant pas accès à cet outil.
- **Y a-t-il des priorités à appliquer pour la distribution des comprimés d'iode ?**
 - En cas de distribution d'iode, si une hiérarchisation doit être effectuée, les femmes enceintes, les femmes allaitantes et les jeunes enfants¹ sont des populations prioritaires. Toutefois, la distribution d'iode doit se faire sans restriction liée à l'âge.
- **Comment définir le périmètre concernant les restrictions alimentaires, en attendant les recommandations des experts ?**
 - On adossera en première approximation le périmètre des restrictions alimentaires au périmètre d'urgence le plus étendu, préconisé par l'ASN, en attendant une connaissance précise de la situation.
- **Comment réaliser les mesures de radioactivité dans l'environnement ?**

Les actions de protection sont décidées sur la base des éléments d'analyse disponibles. Les mesures de radioactivité, qui seules ne permettent pas la décision de protection des populations, confortent ces analyses et sont réalisées sur le terrain :

 - par les réseaux de balises fixes de surveillance de l'environnement ;
 - en complément, par des balises mobiles ;

¹ Avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France en date du 7 décembre 2004 et du 7 octobre 1998.

- Lorsque les réseaux de balises fixes existent, certains types de résultats sont disponibles dès le début de l'événement et avant l'engagement des équipes mobiles. L'IRSN, chargé de la restitution de ces mesures, transmet ces éléments aux pouvoirs publics. Il met à disposition un outil de restitution des données auprès des autorités nationales et de la préfecture (en fournissant des codes d'accès à une interface web dénommée CRITER (CRIse TERrain)).



5.1.4 La communication

- **Comment assurer entre acteurs la cohérence de la communication vers les populations ?**

Par exemple, par des audioconférences telles que réalisées actuellement lors des exercices de crise nucléaire. Elle peut regrouper, par décision du préfet de département du lieu de l'accident, en complément des acteurs et échelons traditionnels de la gestion de crise : l'exploitant, l'ASN (ou ASND), l'IRSN. Il faut également s'assurer que chacun communique uniquement sur son champ de compétence : l'exploitant sur le fonctionnement des installations, le préfet ou son représentant sur la protection des populations, ...

- **Comment assurer une communication au plus près du terrain ?**

Les médias se trouvent généralement au plus près de l'événement.

Un sous-préfet pourra être utilement missionné pour communiquer sur place.

- **Comment communiquer en situation d'incertitude ou en cas d'incident mineur ?**

Jusqu'à ce que les experts nationaux se prononcent sur l'évolution de la situation sur la base des mesures et modèles, se développe une situation d'incertitude qui est difficile à gérer médiatiquement. Il s'agit alors de bien répartir les domaines de prises de parole :

- le préfet concentrera ses interventions sur les éventuelles mesures prises ;
- l'information technique et l'explication de la nature de l'incertitude reviennent à l'exploitant concerné, à l'ASN / ASND, à l'IRSN, etc. en cohérence avec la communication des pouvoirs publics.

5.1.5 L'articulation entre les différents échelons de la gestion de crise

- **Comment s'organisent les liens avec le niveau national ?**

Par son ampleur, son caractère exceptionnel et son retentissement médiatique et politique, un accident nucléaire entraînera probablement l'activation de la cellule interministérielle de crise (CIC).

- La remontée des informations se fera par la chaîne COD/COZ/CIC et lors de vidéoconférences COD/COZ/CIC, à la demande du président de la CIC.
- La CIC pourra être amenée à prendre certaines décisions ou à échanger sur ces sujets avec le préfet de département. Il pourrait notamment s'agir de la décision de mise à l'abri ou d'évacuation, le périmètre des zonages, les mesures de soutien économique, etc.

- **Faut-il créer un PCO ?**

- Dans le cas où le COD assume la conduite de la crise, un PCO est indispensable dès lors que sa mission est clairement identifiée, comme étant la mise en œuvre opérationnelle des mesures prises par le COD.
- En tout état de cause, il faut tenir compte des délais pour créer le PCO et des moyens humains et matériels nécessaires à son fonctionnement. Durant cette attente, les échanges entre le COD et le terrain doivent s'appuyer sur les modes de fonctionnement habituels.

- **Quels liens faut-il entretenir avec les postes de commandement communaux (PCC) ?**

Certaines communes importantes sont en mesure d'activer un PCC dès la transmission de l'alerte :

- Les PCC sont d'excellents vecteurs de partage de l'information et nécessitent d'être inclus dans le circuit de diffusion de l'infor-

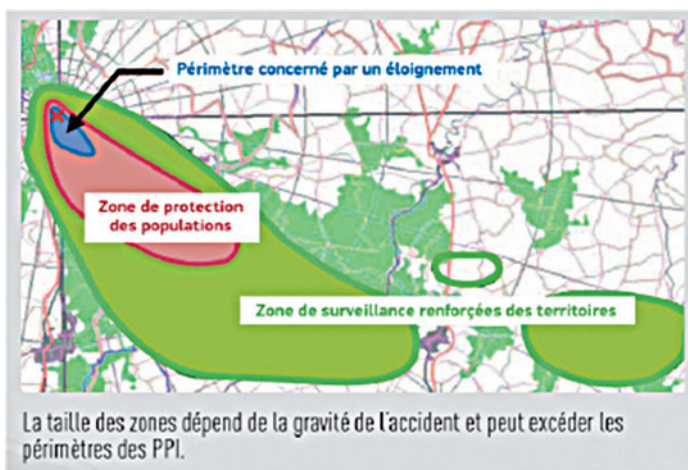
mation. Ils sont également bien placés pour se faire l'écho de la réaction des populations.

- Un rapprochement entre PCO et PCC (d'une grande ville) peut être étudié afin de mieux coordonner les moyens et informations.
- Les PCC sont en lien direct avec le PCO (si ce dernier est gréé) ou le COD.

5.1.6 La préparation du post-accidentel

Afin de se préparer à la phase transitoire de sortie de crise vers la gestion post-accidentelle, on pourra utilement s'inspirer des éléments de doctrine pour la gestion post-accidentelle diffusée par le CODIRPA. Ce document décrit le zonage post-accidentel, du fait des dépôts de radioactivité. Les zones seront définies en conduite, par le préfet, sur la base des propositions de l'autorité de sûreté compétente.

Exemple d'un accident nucléaire dit « d'ampleur moyenne » au sens de la doctrine CODIRPA²



² Eléments de doctrine pour la gestion post accidentelle d'un accident nucléaire – ASN - 5 octobre 2012

La gestion post-accidentelle s'inscrit sur le long terme.

Un zonage post-accidentel a été défini et peut comporter trois zones :

- la zone dite « protection des populations » (ZPP) : zone où la circulation est libre a priori sauf dans les lieux de concentration de la radioactivité, mais dans laquelle des actions sont nécessaires pour réduire l'exposition des personnes à une radioactivité ambiante et à l'ingestion de denrées contaminées ;
 - le cas échéant un périmètre d'éloignement (PE) au sein de la ZPP : zone dont les résidents sont éloignés pour une durée indéterminée (pouvant durer de plusieurs semaines à plusieurs années). Dans cette zone, la décision de maintien de certaines activités (sécurisation des installations,...) conduit à mettre en place un suivi spécifique (contrôle d'accès de la circulation...) ;
 - la zone de surveillance renforcée des territoires (ZST) : c'est la zone la plus étendue au sein de laquelle une surveillance spécifique de la qualité radiologique des produits alimentaires, agricoles et manufacturés doit être mise en place.
- **Quelles actions dites « post-accidentelles », à développer dans les territoires contaminés, ont vocation à être préparées en amont de la crise ? On peut citer :**
- les dispositions relatives à l'interdiction de consommation dans certaines zones et d'interdiction de mise sur le marché des denrées issues de zones contaminées ;
 - le cas échéant, les restrictions de fréquentation de certains espaces (forêts, espaces verts...) où les substances radioactives ont tendance à se concentrer ;
 - la consommation d'eau potable pourra être maintenue, hormis pour les ressources et installations vulnérables (captage en surface...) à identifier dans le cadre de la planification ;
 - la mise en place de centres d'accueil dénommés ici centre d'accueil et d'information (CAI), dans l'esprit des CARE ;

- les interventions permettant le fonctionnement des installations importantes (industrie, distribution eau potable, épuration ...) ;
 - le recensement des services, universités et laboratoires susceptibles de réaliser des mesures radiologiques, en intégrant l'utilisation de détection aérienne si les surfaces concernées sont importantes ;
 - le recensement des sociétés privées, les services de nettoyage des collectivités territoriales capables d'entreprendre les premières actions de nettoyage du bâti ;
 - la mise sous séquestre des exploitations agricoles dans les zones identifiées, afin d'empêcher la livraison de produits (animaux ou végétaux) susceptibles d'être contaminés ;
 - ...
- **Quel contrôle mettre en place autour du périmètre d'éloignement ?**
 - Lorsque la situation est figée, la mise en place du périmètre d'éloignement (PE), s'il est nécessaire, doit être accompagnée d'un bouclage, afin de s'assurer que personne n'y pénètre. En plus du barriérage, les services, qui seront alors positionnés en bordure du PE, devront effectuer leur mission dans les mêmes conditions de protection que la population qui les entoure. Dans le cas contraire, le message induit risquerait d'être source de questionnement et d'anxiété. (Ceci est valable pour tout intervenant en bordure du PE).
- **Faut-il mettre en place un bouclage de la zone dite « protection des populations » et de celle de surveillance renforcée des territoires ?**
 Décider d'un bouclage lié à la ZPP et ZST ne sera pas nécessaire. Les modes d'action seront définis en fonction des objectifs à atteindre et des capacités disponibles.
- **Comment gérer le stockage des déchets ?**
 Afin d'éviter les stockages sauvages, disséminés et regroupant des

déchets de radioactivité variable, la préparation de la prise en charge de ces déchets repose en particulier sur :

- l'identification des sites potentiels de stockage ;
- des modalités de transport des déchets contaminés ;
- des modalités de traitement.

Pour ce faire, il faudra tenter d'évaluer rapidement la nature et le volume des déchets susceptibles d'être pris en charge ou traités rapidement (déchets putrescibles : productions agricoles,...). Les capacités du département risquant d'être dépassées, la planification pourra être envisagée au niveau zonal.

• **Quel personnel est nécessaire pour la mise en œuvre d'un CAI ?**

Les CAI sont organisés sur le modèle des CARE du plan ORSEC. Ils s'inscrivent dans la durée, de la phase d'urgence à la fin de la phase post-accidentelle et sont implantés de façon à constituer un maillage du territoire. Il serait bon que les CAI soient opérationnels dès la levée des mesures de protection mises en œuvre en phase d'urgence. Les missions doivent être élargies en période de transition : informer sur les conséquences de l'accident, centraliser les questions relatives à la santé, développer une culture de radioprotection, assurer la continuité du service public, fournir une aide sociale et matérielle, préparer l'indemnisation, permettre l'accès au droit des victimes, ...

On pourra avoir recours aux personnels et membres des associations agréées de sécurité civile, des réserves communales, des municipalités.

• **Quel matériel peut-on prévoir pour un CAI ?**

Le CAI devant notamment renseigner sur le risque nucléaire, on pourra d'ores et déjà rassembler une base bibliographique, comprenant par exemple les documents qui ont servi à la sensibilisation. Par ailleurs, il doit pouvoir proposer tout document ou ressources nécessaires à l'accueil des populations, comme les fiches de recensement. D'autres ressources seront proposées, notamment par le niveau national, lors de la crise.

- **Toutes les actions peuvent-elles être planifiées à froid ?**

L'ampleur d'une éventuelle crise et l'articulation des mesures en découlant ne peuvent être précisément définies à l'avance. En effet, en dehors des PPI, la zone potentiellement touchée ne pouvant être connue lors de la phase de planification, certaines mesures ne pourront être prises qu'en conduite. Cette hypothèse est décrite dans le guide méthodologique "évacuations massives" et concerne notamment la délimitation de la zone à évacuer ainsi que la détermination des axes nécessaires à l'évacuation, la communication sur les zones d'accueil suite à l'évacuation, etc.

Si ces actions ne pourront être préparées en amont, en revanche, d'autres éléments participant à leur mise en oeuvre pourront l'être (détermination de lieux d'hébergement en tout point du département - se référer à l'ORSEC soutien des population.)

5.2 Le Préfet de zone de défense et de sécurité

D'une manière générale, il revient au préfet de zone de défense et de sécurité d'être l'interlocuteur privilégié du niveau national et d'assurer la coordination des efforts départementaux, tant en matières de renfort que de communication. Il coordonne également l'action des préfets de département en ce qui concerne la préparation de la déclinaison du plan national, ainsi que la stratégie globale d'évacuation sur plusieurs départements et, le cas échéant, les premières mesures de gestion post-accidentelle justifiant une coordination zonale.

- **Quelles capacités doivent être recensées en amont ?**

En phase de planification, on pourra veiller à recenser/identifier :

- les axes de circulation à privilégier pour évacuer (de préférence en dehors de la zone de retombées, au vent de l'installation accidentée) ;

- les moyens de transports mobilisables (matériels et humains) ;
- la cohérence des lieux pouvant servir à l'accueil et/ou à l'hébergement, ainsi que de lieux de prise en charge sanitaire (disposant de douches publiques) recensés par le niveau départemental ;
- les acteurs pouvant participer à l'approvisionnement des populations déplacées (nourriture, eau...) ;
- les établissements requérant une attention particulière (établissements scolaires, de santé, pénitentiaires...) ;
- les activités non interruptibles (à proximité de l'installation) ;
- les chaînes nécessaires pour distribuer rapidement les comprimés d'iode (selon l'installation concernée) ;
- les moyens humains et matériels (dont les sites de déploiement des moyens mobiles) en vue d'une éventuelle décontamination des personnes ;
- les moyens de réalisation des mesures de la contamination interne et externe ;
- les moyens pour recenser les populations déplacées et partager l'information ;
- les capacités existantes et les besoins de coordination en vue de réaliser les contrôles radiologiques sur les marchandises ;
- les moyens existants pour réduire la contamination (sols, bâti...) que l'on veillera à coordonner ;
- les capacités nécessaires à la gestion des déchets à prendre en compte sans délai.

• **Quels actes de police administrative peuvent être pris en charge par le niveau zonal pour décharger les préfetures de département ?**

Le préfet de zone de défense et de sécurité pourra venir en appui du ou des préfet(s) de département concerné(s) par l'accident nucléaire, en prenant à sa charge la production d'arrêtés relatifs à certaines mesures de police administrative de portée zonale. Il pourra s'agir d'arrêtés concernant notamment :

- les restrictions d'activité et / ou d'usage commercial ;
- la mise sous séquestre des exploitations agricoles ;
- la restriction de consommation d'eau potable ;
- les réquisitions ;
- la gestion du trafic routier ;
- la mise en sécurité des installations dangereuses (SEVESO, ICPE) dans les zones évacuées.

• **Quelle articulation mettre en place entre le préfet de zone et le préfet maritime ?**

Si l'accident a lieu en mer, le préfet de zone de défense et de sécurité est l'interlocuteur privilégié du REMAR dans le cadre des travaux de planification, ainsi qu'en situation de crise afin notamment d'anticiper la mise en œuvre des moyens nécessaires.

Pour assurer la continuité des actions maritimes et terrestres, les structures de commandement maritimes opèrent en liaison avec les centres responsables à terre et notamment le COZ.

Le préfet de zone doit veiller à la cohérence de l'articulation entre, d'une part, le plan zonal et les plans départementaux, et d'autre part les plans d'intervention relevant du REMAR.

Il peut aussi être consulté dans le cadre de l'accueil, dans un lieu de refuge, d'un navire ayant besoin d'assistance. A noter également que, si l'accident a lieu dans un port ou dans la limite administrative d'un port, le préfet de département peut demander le remorquage du navire.

• **Comment mettre en place la coordination transfrontalière ?**

En application du décret 2010 - 224 du 4 mars 2010, c'est le préfet de zone de défense et de sécurité qui assure la coordination transfrontalière. Cette coordination repose sur :

- l'identification des acteurs dans chaque pays, la connaissance des organisations respectives et la création d'un annuaire de crise spécifique en amont ;
- la répartition des niveaux d'échange entre département, zone, puis national, en fonction des thématiques (alerte/information, opérations, gestion des capacités, flux, communication, etc.);
- la formalisation d'un glossaire et d'éléments de communication bilingues prenant en compte l'explication de possibles divergences doctrinales entre pays (prise d'iode, évacuation, mise à l'abri...) ;
- l'éventuellement, la mise en place de planification commune (par exemple, l'évacuation des populations).

Enfin, la crise pouvant se produire sur le territoire national comme chez nos partenaires, il est nécessaire que ces mesures s'inscrivent dans une démarche de réciprocité.

Reproduction à but non commercial autorisée

1^{re} édition

Dépôt légal – Octobre 2014

I.S.B.N. 978-2-11-139176-5

N° d'imprimeur : 5716

Réalisation : NAVIS



**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ CIVILE
ET DE LA GESTION DES CRISES
87 / 95 quai du Docteur Dervaux
92600 Asnières sur Seine
Site internet : www.interieur.gouv.fr**